

Introduction et vue d'ensemble

Peu de dimensions de la mondialisation sont aussi controversées que les migrations internationales. La circulation des personnes à travers les frontières permet certainement moins de consensus – parmi les citoyens, les émigrés, les syndicats, les employeurs et les administrations – que tout autre aspect de la mondialisation. À tout point de vue, la libéralisation de la circulation des biens et des capitaux, bien qu'elle aussi controversée, est notoirement plus avancée que la liberté de circulation des personnes.

Si les conséquences de l'immigration pour les pays d'accueil – en particulier les pays à revenu élevé de l'OCDE – ont fait couler beaucoup d'encre, on s'est relativement moins penché sur les conséquences, bonnes ou mauvaises, pour les pays d'origine des migrants. Ces « Perspectives » du Centre de développement, le premier d'une série de rapports annuels consacrés par l'OCDE à la cohérence des politiques, au développement et à la sécurité humaine, entendent corriger cette lacune. Quel type de mesures devraient être adoptées pour promouvoir la croissance et réduire la pauvreté dans les pays en développement ?

Deux idées sont avancées ici. Tout d'abord, les pays d'origine peuvent tirer des bénéfices – souvent considérables – des migrations, bénéfiques qui dépassent les gains qu'en tirent les migrants eux-mêmes. Ensuite, les flux migratoires sont le reflet – quoique imparfait – des politiques des pays d'origine et des pays d'accueil. Combinées, ces deux idées laissent penser que les décideurs publics, des pays d'origine comme des pays d'accueil, peuvent adopter des politiques et des mesures qui maximisent les bénéfices et minimisent les risques associés aux migrations. En conclusion, des partenariats entre pays d'origine et pays d'accueil aideraient à organiser plus efficacement les flux migratoires, au bénéfice de toutes les parties – pays d'origine, pays d'accueil et migrants.

Cet ouvrage repose sur une évaluation critique de toutes les recherches menées sur la question et s'appuie sur nombre d'études de cas, nationales et régionales, menées de concert par le Centre de développement et un réseau mondial d'experts. Il montre que les migrations peuvent être un puissant moteur de progrès économique et social dans les pays d'origine, mais que la contribution des migrations au développement varie selon les époques et selon les pays. Elles contribuent à la croissance et à la réduction de la pauvreté à travers divers mécanismes : effets sur l'offre de travail, effets sur la productivité et transferts de fonds des émigrés. La part relative de ces contributions varie selon les phases du cycle migratoire. Une gestion plus efficace est nécessaire pour maximiser les gains et minimiser les risques associés aux migrations ; et les politiques doivent être appropriées à la phase du cycle migratoire que traverse le pays d'origine des migrants.

Quelle sont les paramètres des principaux flux migratoires vers les pays de l'OCDE ? Et d'où viennent-ils ? Une partie substantielle (environ la moitié) provient d'autres pays de l'OCDE, et l'autre moitié de régions en développement, mais non des pays les plus pauvres. De nombreux pays à revenu intermédiaire d'Afrique du Nord, du sud-est de l'Europe et d'Amérique latine figurent en effet en tête du palmarès des pays d'émigration. Quant au niveau de qualification des migrants – sujet de

préoccupation majeure pour qui s'intéresse à l'impact de l'immigration sur le marché du travail des pays de l'OCDE –, c'est une question tout aussi cruciale pour le développement des pays d'origine. Paradoxalement peut-être, la mobilité des travailleurs peu qualifiés contribue plus à la réduction de la pauvreté dans ces pays que celle des travailleurs hautement qualifiés. De plus, les migrants peu qualifiés se tournant vers les pays de l'OCDE viennent généralement des pays à revenu intermédiaire. Parallèlement, les pays à faible revenu sont affectés de façon disproportionnée par la mobilité des travailleurs hautement qualifiés (la fuite des cerveaux). Dans une certaine mesure, on compte beaucoup plus de « perdants » que de « gagnants » des migrations parmi les pays les plus pauvres.

Les pays de l'OCDE devraient envisager leurs politiques migratoires à travers le « prisme du développement », autrement dit se demander comment elles affectent le développement des pays d'émigration. Cela ne signifie pas qu'il faille subordonner les objectifs des politiques migratoires à ceux de la coopération pour le développement. Nous pensons plutôt qu'une meilleure coordination entre ces deux politiques crée des chances de poursuivre plus efficacement leurs objectifs respectifs.

Symétriquement, les pays en développement doivent envisager leurs politiques de développement à travers le « prisme de l'émigration ». Autrement dit, ceux de ces pays qui participent au système migratoire mondial doivent intégrer l'émigration et les transferts de fonds dans leur stratégie nationale de développement, par exemple dans leur stratégie de réduction de la pauvreté.

Dans les pays de l'OCDE, des orientations de politiques sans lien direct avec l'immigration ont également des conséquences sur la migration et le développement. Les politiques en matière d'aide, de commerce et de sécurité ont ainsi un impact sur le comportement des migrants et sur les résultats du développement ; une plus grande coordination interministérielle est donc nécessaire pour accroître l'efficacité des politiques migratoires et des politiques de développement. En matière d'aide en particulier, on peut augmenter l'impact des migrations sur le développement en investissant dans les capacités physiques et humaines – infrastructures, formation, renforcement institutionnel. En retour, ces capacités accroissent l'aptitude du pays bénéficiaire à réagir à une émigration de grande échelle et à se restructurer en conséquence.

Établir de nouveaux partenariats entre pays d'origine et pays d'accueil est un moyen sûr de gérer plus efficacement le nouveau système mondial de mobilité de la main-d'œuvre. Par « partenariats », nous suggérons une nouvelle donne des relations avec les pays en développement sur les bases suivantes : de leur côté, les pays de l'OCDE s'engagent à examiner leurs politiques migratoires à travers le prisme du développement, à étendre les possibilités d'immigration légale et à fournir une assistance au développement pour financer le renforcement des capacités des pays d'origine. Pour leur part, les pays en développement s'appliquent à devenir des partenaires crédibles dans la gestion de la mobilité des personnes et à intégrer les migrations et les transferts de fonds dans leurs stratégies nationales de croissance et de développement. Des partenariats assurant une meilleure coordination des politiques, notamment en matière de migration et de coopération pour le développement, permettront d'accroître les bénéfices des migrations. C'est ce que chercheront à démontrer les chapitres qui suivent, tout en soulignant la somme de travail qui reste à accomplir.

Survol du dossier

Les pays d'origine des émigrés peuvent-ils tirer parti des migrations internationales ? Telle est la question centrale de cet ouvrage. La réponse, détaillée plus loin, est double : les migrations internationales constituent, à la fois, un puissant moteur de progrès économique et une source de risques.

La [première partie](#) de cet ouvrage jette les bases du débat sur les migrations, du point de vue à la fois des pays d'origine et des pays d'accueil. La [deuxième partie](#) analyse les effets relatifs de la migration de travailleurs peu qualifiés et de travailleurs hautement qualifiés sur les pays d'origine. La [troisième partie](#) examine différentes façons d'accroître la cohérence et l'intégration des politiques concernant le commerce, l'aide et les migrations, afin d'aider à la fois les plus faibles des pays à revenu intermédiaire et les pays les plus pauvres, en butte à l'exode de leurs travailleurs hautement qualifiés. Cette partie propose également l'adoption de mesures – intégration des politiques nationales, politiques régionales plus efficaces, et mesures globales – susceptibles de favoriser la croissance des pays en développement et de faire des migrations un outil plus efficace à la fois pour les pays en développement et les pays de l'OCDE.

La série « Cohérence des politiques »

Migrations et pays en développement est le premier ouvrage publié dans la série « La cohérence des politiques pour le développement et la sécurité humaine » du Centre de développement. Cette série repose sur deux prémisses. La première est que le développement économique et social des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire est affecté par l'interaction de diverses décisions stratégiques. Par exemple, si les politiques d'aide au développement des pays de l'OCDE ont assurément un impact sur les résultats du développement, c'est également le cas de leurs politiques dans les domaines de l'immigration, du commerce et de la sécurité. Cette série examinera donc de près les interactions entre des décisions relevant de différents champs politiques. Dans ce premier volume, nous analysons ainsi de manière exhaustive l'interaction entre les politiques migratoires et les politiques de développement, dans les pays d'émigration comme dans les pays d'immigration. L'incohérence des politiques a en effet un coût. Mais lequel ? Et quelles propositions concrètes pourraient améliorer les perspectives de croissance et de réduction de la pauvreté ?

Seconde prémisses, il existe une interaction entre les politiques de développement et les institutions informelles – normes, pratiques, codes de conduite, et toute politique cohérente doit le reconnaître et en tenir compte pour atteindre ses objectifs. Le présent ouvrage en donne un exemple capital et stimulant avec les réseaux des diasporas : si elles sont correctement encouragées et mises en place, ces organisations transnationales d'émigrés peuvent constituer des leviers puissants pour les politiques d'investissement, d'intégration et d'aide au développement.

Les prochains volumes de la série « Cohérence des politiques » analyseront d'autres paramètres cruciaux du développement, avec la même attention au jeu des interactions des politiques et des institutions sociales.